

qu'il ne faut pas laisser passer l'occasion de profiter des bienfaits éventuellement engendrés par l'élargissement des marchés.

Un certain nombre de participants notent qu'il est plus facile de préconiser la diversification du commerce que de la réaliser, mais on constate un désir évident de promouvoir une présence canadienne plus accentuée en Europe et dans certains pays émergents importants du monde en développement (la Chine, l'Inde, le Brésil et le Mexique sont les plus souvent mentionnés). Ils recommandent que le Canada, y compris le secteur privé œuvrant en collaboration avec tous les paliers de gouvernement, fasse davantage pour tirer parti des débouchés commerciaux outre-mer.

Les opinions varient quelque peu selon les régions quant à la question de savoir où devraient se concentrer les efforts en vue de trouver de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement; à l'Est du pays, on tend à privilégier les relations euro-atlantiques, tandis qu'à l'Ouest on se tourne plutôt vers l'Asie-Pacifique. Bon nombre de commentateurs précisent comment le Canada devrait tirer parti des liens qui existent déjà avec ces régions, de même qu'avec le reste des Amériques. Ainsi :

*Nous devrions chercher à conclure nos propres accords avec des partenaires asiatiques [...] afin de bien montrer aux Asiatiques sceptiques que nous voulons faire des affaires avec l'Asie et les Asiatiques. Nous devrions nous intéresser en priorité aux accords bilatéraux de la prochaine génération, portant non pas sur les tarifs douaniers et les obstacles au commerce, mais sur une libéralisation globale visant l'investissement, les services et les divers secteurs de l'économie du savoir.*

Un autre participant s'exprime en ces termes :

*Le Canada est un pays qui compte dans les Amériques, et c'est là un atout qu'il importe de ne pas oublier. [...] Ce serait une erreur stratégique que de tourner le dos aux Amériques.*

Au-delà des préoccupations régionales, un certain nombre de participants soulignent qu'il faut des politiques intérieures et internationales cohérentes touchant à des questions comme l'immigration et l'innovation, pour faire en sorte que le Canada dispose de la main-d'œuvre scolarisée et qualifiée dont il aura besoin dans l'économie mondiale de demain, concurrentielle et centrée sur le savoir. Plusieurs d'entre eux maintiennent vigoureusement que nous ne pouvons pas nous permettre d'être passifs sur ce point.

### Le partenariat économique nord-américain

*Le Canada tire actuellement un énorme avantage du fait qu'il se trouve en Amérique du Nord, comme le montrent nos échanges avec les États-Unis. Il ne faut pas tenir cette situation pour acquise, mais y voir plutôt une dimension qu'il faut développer. Notre but devrait être d'accroître la sécurité à la frontière tout en favorisant la circulation rapide des biens et des matériaux.*

– Un participant

*Le Canada devrait prendre l'initiative de proposer à Washington une stratégie nord-américaine, car l'attention des États-Unis se porte ailleurs à l'heure actuelle. [...] Le Canada devrait collaborer avec le Mexique et les États-Unis pour dépasser le plateau atteint dans les relations nord-américaines. [...] Dans quelle mesure pouvons-nous préserver notre liberté d'action, alors que nous dépendons tellement de nos échanges commerciaux avec notre voisin du sud?*

– Un participant

Les participants sont conscients de l'importance que revêtent pour la prospérité du Canada les échanges commerciaux avec les États-Unis régis par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ils conviennent qu'une gestion vigoureuse des relations nord-américaines doit être une des grandes priorités